Déployer le Pacte pour l'avenir

La Pacte pour l'avenir de l'humanité adopté par CGLU est à la fois le **mandat politique** du mouvement municipal et la **feuille de route** de notre organisation mondiale. Son programme ambitieux représente le fondement ainsi que l'objectif que notre collectif cherche à atteindre pour renouveler notre contrat social et porter plus loin la relation établie avec l'agenda international. **Le Pouvoir du Nous** sera la méthode de l'Organisation pour y parvenir.

Cette année l'Assemblée générale des Nations Unies examinera la mise en œuvre de l'Agenda 2030 lors du **Sommet sur les ODD** et, en 2024 le **Sommet du futur** approfondira « Notre programme commun » du Secrétaire général. En s'adressant directement aux agendas de développement international, le Pacte pour l'avenir de CGLU vise à être la contribution de notre Organisation pour ces deux sommets.

La vision et les engagements du Pacte sont ambitieux et universels. Alignés sur les ODD, ils sont conçus pour accélérer leur localisation. Le Pacte permet d'identifier les **liens entre les agendas mondiaux et locaux** en plaçant l'approche par les soins au centre du renouvellement des services publics et à la base d'un nouveau contrat social axé sur une transformation de modèle.

Le déploiement du Pacte pour l'avenir consiste à atteindre des résultats réels, tangibles et continus à travers l'organisation d'exercices prospectifs permettant d'explorer 4 points d'entrée : reconquérir les **communs**, redéfinir les **finances**, regagner la **confiance** et reconstruire l'**architecture gouvernementale**.

Reconquérir les communs

Programme Commun

À travers son appel à l'action, « Notre programme commun » prône un contrat social renouvelé qui s'exprimerait à travers un engagement visant à prodiguer des biens publics mondiaux. Les biens communs sont ainsi revendiqués comme des ressources naturelles et culturelles dont nous bénéficions et qui doivent être partagées entre tout le monde. Notre programme commun affirme que « les biens publics font référence aux biens et services fournis à l'ensemble de la société et dont celle-ci profite ». Ainsi, les biens publics concernent le bien-être de l'humanité dans son ensemble. Leur protection est un devoir qui devient toujours plus urgent et qui exige une approche globale de la société.

Alors que les Nations Unies considèrent que les communs mondiaux comprennent la haute mer, l'Antarctique et l'espace, notre **point d'entrée sur les communs**, se centrera sur leur acception tant comme ressources (matérielles ou immatérielles) que comme pratiques sociales : le pilier du droit à la ville, des mouvements et agendas municipaux.

En tant que stratégie, consolider les communs est un moyen concret de placer les fonctions sociales et environnementales devant l'accumulation, la privatisation et la spéculation (par le biais, par exemple, de sociétés foncières communautaires et de coopératives), en garantissant l'accès aux bénéfices de manière égale pour tout le monde. C'est aussi l'occasion d'expérimenter de nouvelles formes de collaboration entre le public et le tiers secteur (prestation de services, équipements culturels, etc.).

Les communs et les pratiques de consolidation des communs peuvent être considérés comme des démarches multidimensionnelles et multi/trans-scalaires. Ils englobent des ressources matérielles, symboliques et politiques et des relations sociales (notamment le logement et le foncier, la nutrition et la santé, l'éducation et la culture, l'information et la communication, les affects, la solidarité et la créativité) qui connectent les sphères d'action locales, nationales, régionales et mondiales.

Priorité : Ce qui précède est directement lié à la ligne d'action principale de l'Agenda 2030 et de Notre programme commun : Ne laisser personne pour compte. Il y est précisément proposé de renouveler le contrat social ancré dans les droits humains ; une nouvelle ère pour la protection sociale universelle ; et le renforcement du logement décent, de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et du travail digne. À long terme, nos recommandations devront parvenir au Sommet social mondial en 2025.

Redéfinir les finances et l'économie

Programme Commun

L'un des 12 engagements établis dans Notre programme commun pour aller de l'avant est de garantir un financement durable. La proposition appelle à soutenir une relance des investissements en faveur d'un développement durable, notamment par le biais d'une alliance du « dernier kilomètre » permettant d'atteindre les personnes les plus démunies. Elle préconise également de remédier aux faiblesses de l'architecture de la dette.

Le Secrétaire général des Nations Unies appelle à une économie mondiale qui fonctionne pour tout le monde. Le PIB n'est pas suffisant pour continuer à être l'unique seuil qui permet de déterminer le droit à l'aide internationale. Une véritable économie mondiale nécessite « des secteurs publics et des acteurs privés dotés de ressources adéquates et qui comprennent qu'ils contribuent à la fourniture de biens publics mondiaux et en bénéficient ».

Comme **point d'entrée**, nous appelons à un basculement radical dans l'investissement et la création de nouveaux modèles économiques et de politiques publiques à travers le modèle du Donut pour s'assurer que le développement ne soit pas destructif. Il s'agit également de se tourner vers des indicateurs basés sur la qualité et de vie et le bien-être pour mesurer le succès autrement. L'action publique doit être priorisée par des budgets et des taxonomies verts, des processus participatifs et pluripartite, des politiques universelles et basées sur le genre. Il a été constaté que les politiques axées sur l'être humain réduisent les coûts, favorisent l'innovation des entreprises et améliorent la productivité. Les investisseurs sont appelés à se tourner vers des projets sociaux transformateurs qui tiennent compte des populations vulnérables, afin d'enrayer le creusement des inégalités.

Les ressources financières doivent être débloquées de toute urgence et à grande échelle par toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements locaux et régionaux, afin de combler le déficit d'investissement pour une économie mondiale et des communautés locales durables, inclusives et résilientes.

Priorité : Nous devrons cibler le Sommet biennal entre le G20, l'ECOSOC et les dirigeant·e·s des institutions financières internationales pour une économie mondiale durable, inclusive et résiliente. « Il est temps de corriger un oubli flagrant dans la façon dont nous mesurons la prospérité et le progrès économique ».

Regagner la confiance

Programme Commun

Tant dans l'Agenda 2030 que dans les propositions clés de « Notre programme commun », il existe un consensus sur la nécessité de renforcer la confiance. La confiance est l'un des trois fondements du nouveau contrat social mis en avant. Une attention particulière est consacrée à la nécessité d'améliorer l'expérience et la relation des personnes avec leurs institutions publiques et les services de base. L'Agenda 2030 reconnaît que les personnes souhaitent être entendues et participer aux décisions qui les concernent. Le Secrétaire général des Nations Unies préconise également d'investir dans les systèmes publics et de garantir la qualité de la fonction publique.

En tant que **point d'entrée** de notre collectif, la protection des droits humains et des valeurs démocratiques est un prérequis nécessaire pour revitaliser nos démocraties et construire un système international plus juste, plus inclusif et plus efficace. Notre mouvement place la confiance au cœur de son action, en soulignant l'importance de la représentation et de la participation, de l'inclusion et de l'autonomisation dans les instances de prise de décision, ainsi que l'urgence de restaurer la transparence, l'honnêteté et la responsabilité dans toutes les sphères de gouvernement. Pour cela, nous encourageons la communauté médiatique et scientifique comme moyen de reconstruire un système multilatéral plus représentatif, inclusif et efficace.

Nous plaiderons et exigerons les ressources et le renforcement des capacités nécessaires pour garantir la participation significative des citoyen·ne·s à la vie publique, un dialogue efficace et sur un pied d'égalité entre les personnes ainsi que des processus de prise de décision partagés. La co-responsabilité et la citoyenneté active devraient être au cœur de la gouvernance démocratique. Les différentes échelles de gouvernement peuvent apporter une contribution décisive en adoptant des politiques claires, en garantissant une administration impartiale et neutre et en assurant l'application cohérente de l'État de droit, ainsi que la certitude de la sanction.

Priorité : Une attention particulière sera accordée à la nouvelle perspective par l'examen de l'ODD 16, à un engagement plus fort en faveur de l'universalité des droits humains, ainsi qu'aux préoccupations récentes concernant la méfiance envers la technologie.

Reconstruire l'architecture gouvernementale

Programme Commun

Notre programme commun appelle à revoir les mécanismes de gouvernance afin de mieux administrer et dispenser les biens publics et d'ouvrir une nouvelle ère de protection sociale universelle (santé, éducation, compétences, travail décent, logement et droits numériques). Toutes les sphères de gouvernement devraient être impliquées dans la protection de l'intérêt des générations futures et la nouvelle architecture gouvernementale devrait prendre en compte et évaluer l'avenir. En période de crises multiples, toutes les sphères publiques doivent être prêtes à répondre ensemble aux crises mondiales complexes.

Il est admis que ces défis ne peuvent être relevés que par une réponse interconnectée et par le biais d'un multilatéralisme revigoré qui constitue un engagement à relever au niveau des Nations Unies. Il s'agit d'une forme de multilatéralisme qui est davantage en réseau, plus inclusive et plus efficace.

Notre **point d'entrée** implique de renouveler l'élan vers une décentralisation et subsidiarité dotées de ressources suffisantes et une participation civique active et informée. Promouvoir une gouvernance multi-niveau inclusive, participative, responsable et redevable, menant à une action globale. Protéger et promouvoir toutes les institutions publiques, garantir l'intégrité du système judiciaire et assurer l'égalité d'accès pour l'ensemble des citoyen·ne·s.

Nous avons besoin d'une appréciation plus ample de ce qu'implique la légitimité démocratique. Nous appellerons au développement d'une nouvelle culture de gouvernance démocratique d'urgence. Nous renforcerons les institutions publiques et insisterons sur la nécessité d'un leadership féministe et d'un partage du pouvoir à tous les niveaux de gouvernement. Notre collectif contribuera au renouvellement du multilatéralisme par un engagement significatif dans les agendas mondiaux et une représentation dans les organes de prise de décision.

Priorité : Nous devons cibler la proposition d'une Plateforme d'urgence, à convoquer en réponse aux crises mondiales complexes ; le conseil consultatif de haut niveau dirigé par d'anciens chefs d'État et de gouvernement cherchant l'amélioration de la gouvernance des biens publics mondiaux à partir d'un système multilatéral en réseau, inclusif et efficace.